

Des Jeux européens au goût amer

● La première édition des Jeux européens, une compétition multisport créée en 2012, s'ouvre vendredi à Bakou, en Azerbaïdjan.

● Cette république est dirigée d'une main de fer par un potentat et les violations des droits de l'homme y sont courantes.

A l'ombre des derricks, règne l'ordre du clan Aliyev

Éclairage Philippe Paquet

Bakou a beau avoir échoué dans ses tentatives d'accueillir les JO en 2016 et 2020, le président azerbaïdjanais n'en montre pas moins une forme olympique dès lors qu'il s'agit pour lui de réduire au silence la moindre voix discordante dans l'ex-république soviétique. A dire vrai, le préfixe "ex" ne s'impose pas avec toute la force de l'évidence dans la mesure où les observateurs estiment que, si le pays s'est doté d'institutions démocratiques depuis son accession à l'indépendance en 1991, il les fait fonctionner encore largement selon les normes en vigueur dans l'ex-URSS.

En termes de liberté d'expression et de pluralisme politique, notamment, la situation aurait même tendance à s'aggraver et la ressemblance avec l'ère soviétique à s'accroître. Quand la maladie força le patriarche du régime, Heydar Aliyev, à abandonner le pouvoir en 2003 et à le transmettre de façon tout aussi dynastique que stupéfiante à son fils Ilham, on aurait pourtant pu escompter un changement pour le meilleur.

Après tout, le père Aliyev avait été membre du politburo du parti communiste soviétique et premier vice-Premier ministre de l'URSS, avant de présider pendant dix ans l'Azerbaïdjan post-soviétique. Les idées et les méthodes de cet homme formé au KGB et coulé dans le moule brejnevien plaisaient si peu à Mikhaïl Gorbatchev qu'il le fit passer à la trappe en 1987, la "Pravda" l'accusant publiquement de corruption. L'implosion de l'URSS allait, cependant, le sauver, lui et sa famille, en installant solidement le clan à la tête de la république.

Manne pétrolière

Né en 1961, le fils Aliyev pouvait incarner l'espoir d'une modernisation et d'un assainissement des mœurs politiques. Il n'en a rien été. La manne pétrolière, source d'une prospérité nouvelle, a facilité la consolidation d'un système autoritaire au nom de la nécessaire stabilité à préserver. La guerre larvée avec l'Arménie voisine, à propos du territoire du Nagorno-Karabakh que Erevan occupe et que Bakou revendique, justifie par ailleurs qu'on rogne sur les libertés individuelles au nom de la sûreté intérieure.

En muselant l'opposition et en contrôlant les médias et les

ONG (sans trop d'excès visibles pour ne pas embarrasser l'allié américain, pour qui l'Azerbaïdjan est à la fois un eldorado énergétique et un partenaire stratégique aux confins de la Russie et de l'Iran), Ilham Aliyev a pu se faire élire et réélire, en 2003, 2008 et 2013, avec des scores presque stalinien. Bakou a même réussi à obtenir, en 2014, la présidence tournante du Conseil de l'Europe – dont une des missions est de veiller au respect des droits de l'homme – quand bien même l'Azerbaïdjan compte deux fois plus de prisonniers politiques que la Russie et la Biélorussie ensemble. Et c'est Bakou, de nouveau, que l'Europe a donc choisi pour organiser les premiers Jeux européens.

Des accusations fallacieuses

Le 1^{er} juin, un jeune militant du parti d'opposition Front populaire, Elvin Abdullazade, a encore été condamné à six

ans de prison pour "trafic de drogue".

Des accusations douteuses ont par ailleurs été formulées à l'encontre de la journaliste Khadija Ismailova, qui enquêtait sur la corruption dans les cercles du pouvoir et a été arrêtée en décembre dernier au motif qu'elle aurait encouragé un collègue à se suicider. Deux défenseurs des droits de l'homme très connus dans le pays, Leyla et Arif Yunus, sont également emprisonnés, parce qu'ils auraient espionné au profit de l'Arménie. On pourrait multiplier les exemples.

Alors que les derniers préparatifs pour les Jeux allaient bon train à Bakou, la Cour européenne des droits

de l'homme, à Strasbourg, condamnait l'Azerbaïdjan, le 7 mai, pour les "traitements inhumains et dégradants" infligés par la police à un journaliste de 36 ans, Emin Rafik Oglu Huseynov. Il avait été interpellé dans un café de Bakou, où il aurait célébré, avec des amis, l'anniversaire de Che Guevara.

Les protestations se heurtent, cependant, à l'étranger, à une forme de réalisme qui rime désormais avec cynisme. Aliyev a, en effet, un autre atout dans sa manche : il maintient l'Azerbaïdjan et ses quelque dix millions de musulmans dans une autre tradition soviétique, celle de la laïcité. En ces temps où l'islamisme progresse partout, les dirigeants occidentaux, instruits par l'échec des "printemps arabes", préfèrent, à tout prendre, ménager un potentat qui maintient l'ordre à l'ombre de ses derricks. Cela vaut bien, sinon une messe, du moins des Jeux.



Épinglé

L'Europe organise enfin ses propres Jeux

La première édition des Jeux européens se déroule du 12 au 28 juin à Bakou. Cette compétition est un clin d'œil à la fois à son grand frère international, les célèbres Jeux olympiques, et aux multiples Jeux qui existent dans d'autres continents (les Jeux asiatiques et panaméricains existent depuis 1951). L'Europe a pris son temps avant de mettre sur pied une telle compétition. La création des Jeux européens a été votée en décembre 2012, lors d'une assemblée générale des Comités olympiques européens à Rome.

La compétition européenne n'a pas l'envergure ni le décorum des Jeux olympiques, organisés par le Comité international olympique. Le logo des JO, représenté par les célèbres anneaux entrelacés, ne sera

pas de la partie à Bakou. Il existe tout de même des similitudes non négligeables : à Bakou, les 6 000 athlètes issus de 50 pays européens (il y avait plus de 10 000 sportifs aux JO 2012 de Londres) seront logés dans un village olympique tandis qu'un stade olympique a été construit à Bakou pour l'occasion.

La délégation belge est composée de 114 athlètes qui prendront part à 31 disciplines sportives (il y avait 115 athlètes belges à Londres). A Bakou, on pourra compter sur la puissance de Tom Boonen dans l'épreuve cycliste, l'expérience de Charline Van Snick en judo mais aussi sur la précision du tireur Lionel Cox (médaillé d'argent à Londres dans l'épreuve du tir à la carabine à 50 m couché). Le Liégeois sera également le porte-drapeau de la délégation belge lors de la cérémonie d'ouverture qui débute demain à 21 heures locales, soit à 18 heures chez nous. **Ph. V.**

Anne Brasseur: "Ce qui se passe est inacceptable"

Entretien Véronique Leblanc

Pour Anne Brasseur, présidente de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (COE), il est hors de question de passer sous silence les violations des droits de l'homme en Azerbaïdjan.

Que pensez-vous des Jeux de Bakou ?

Ces Jeux européens sont une bonne chose pour l'idée européenne et pour

les athlètes. Comme les Jeux des petits Etats d'Europe, ils leur permettent de se mesurer à "ce qui est mesurable". Mais il ne faut pas passer sous silence les innombrables violations des droits de l'homme pratiquées en Azerbaïdjan.

Appelez-vous au boycott des cérémonies d'ouverture ?

Je ne pense pas que cela soit possible car cela punirait les sportifs. Reste que ce serait un geste fort si certaines person-

nalités refusaient d'y participer.

Vous-même, vous y rendez-vous ?

Je n'ai pas été personnellement invitée! Peut-être parce que les autorités azerbaïdjanaises savaient que je déclinerais...

Autorités que vous connaissez pour avoir travaillé avec elles lors de la présidence azerbaïdjanaise du comité des ministres du COE, en 2014...

C'est vrai qu'à l'orée de cette présidence, lors de la réunion de la Commission permanente à Bakou, j'avais dit que c'était une occasion d'accélérer les réformes. A terme, rien ne peut être acté et les arrestations se sont multipliées.

Dont celles de Tofig Yagublu et Ilgar Mammadov que vous êtes allée voir en prison...

Oui et j'ai dû énormément insister. Ces deux défenseurs des droits de l'homme ont été condamnés respectivement à cinq et sept ans d'emprisonnement pour avoir été les "instigateurs" d'une manifestation dont, jusqu'à preuve du contraire, ils n'ont été que les observateurs. Et quand bien même l'accusation serait fondée, la peine est disproportionnée.

Comment les avez-vous trouvés ?

Ilgar Mammadov, que je connaissais très bien puisqu'il était directeur de l'Ecole d'Etudes politiques du COE à Bakou, se trouve en grande souffrance psychologique. Il avait du mal à mettre ses idées en ordre alors qu'il s'agit d'une personnalité brillantissime.

Les défenseurs des droits de l'homme sont-ils les seules cibles du régime ?

Avec les journalistes et les

ONG que l'on oblige à remplir un tas de critères et à introduire des demandes systématiquement rejetées. Au bout de cinq ou six refus, les gens se découragent mais continuent à travailler dans une "illégalité forcée", qui permet au gouvernement de les accuser de malversations financières lorsqu'ils reçoivent des fonds. Le problème est systémique.

En avez-vous parlé au président Aliyev ?

A trois reprises. Selon lui, tous ces prisonniers ont enfreint le droit commun. Je lui ai répondu que je serais étonnée que tous les défenseurs des droits de l'homme en Azerbaïdjan – dont la plupart sont des gens que l'on connaît puisqu'ils travaillent avec le COE – soient des criminels. Je lui ai répété que ce qui se passait était inacceptable.

Ces rencontres sont restées sans résultats ?

Effectivement. Il y a des grâces mais elles concernent surtout les jeunes blogueurs. Et il faut savoir qu'elles impliquent que le condamné reconnaisse ses torts et aille s'incliner devant la tombe du précédent Président, père de l'actuel. Certains s'y refusent et on le comprend.

Que faire dans le cadre des Jeux de Bakou ?

Parler, dénoncer les violations des droits de l'homme dans ce pays. Le 4 mai dernier, j'ai écrit à Patrick Hickey, président du Comité olympique européen en lui demandant de rencontrer Human Rights Watch afin de discuter des droits de l'homme en Azerbaïdjan. J'estime que c'est la moindre des choses au regard d'une Charte olympique qui place le sport "au service du développement harmonieux de l'humanité pour promouvoir une société pacifiste et préserver le respect de la vie humaine". On est loin du compte avec l'organisation des jeux à Bakou...

***"Les grâces
concernent
surtout les jeunes
blogueurs."***

ANNE BRASSEUR

Présidente de l'assemblée
parlementaire du Conseil de
l'Europe (COE).